

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 192-23-AOO

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
TABLE DES MATIERES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	2
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	2
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	2
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	2
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	2
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	2
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	3
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	5
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	6
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	6
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	6
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	7
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC	2
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
ARTICLE 05 : INDEMNITES	4
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 09 : RESILIATION	5

ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE _____	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	6
ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE _____	6
ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	6
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT _____	6
ARTICLE 15 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	6
ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE _____	7
ARTICLE 17 : DROITS ET TAXES _____	7

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme _____ 8

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE _____	8
ARTICLE 02 : CONTEXTE DE LA MISSION _____	8
ARTICLE 03 : RECEPTION DES PRESTATIONS _____	9
ARTICLE 04 : MODALITES DE PAIEMENT _____	9
ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD _____	10
ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE _____	10
ARTICLE 07 : DELAI DE GARANTIE _____	10
ARTICLE 08 : ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE LA MISSION _____	10
ARTICLE 09 : CONSISTANCE _____	12
ARTICLE 10 : LIVRABLES ATTENDUS _____	13
ARTICLE 11 : DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ _____	14
ARTICLE 12 : DOCUMENTS À PRÉSENTER PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ _____	14
ARTICLE 13 : PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS _____	15
ARTICLE 14 : MOYENS HUMAINS DU TITULAIRE _____	15
ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION _____	15
ARTICLE 16 : VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES _____	16
ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE _____	16
ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	17
ARTICLE 19 : DEFINITION DES PRIX _____	17

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES - TRANCHE CONDITIONNELLE _____ 18

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE _____	18
ARTICLE 02 : BREVETS _____	18
ARTICLE 03 : DUREE DU MARCHE _____	18
ARTICLE 04 : PENALITES POUR RETARD _____	18
ARTICLE 05 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE - TRANCHE CONDITIONNELLE	18
ARTICLE 06 : RECEPTION DES PRESTATIONS _____	19
ARTICLE 07 : : DÉLAI DE GARANTIE _____	19
ARTICLE 08 : RECEPTION DEFINITIVE _____	19
ARTICLE 09 : MODALITES ET CONDITIONS DE PAIEMENT _____	19
ARTICLE 10 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	20
ARTICLE 11 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS _____	20
ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX _____	23

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 192-23-AOO**

Le **jeudi 23 novembre 2023** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Commission d'Appels d'Offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant :

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory :

Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory

Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **43 000,00 DH**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de :

- **Tranche ferme : 960 000,00 DH**
- **Tranche conditionnelle : 1 926 000,00 DH**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 192-23-AOO

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	2
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	2
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	2
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	2
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	2
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	2
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	3
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	5
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	6
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	6
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	6
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	7
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC	2

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory** :

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** Le **cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :

- Aucune pièce n'est exigée ;

➤ S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de

régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

NB 3 : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

«Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement

s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent **ne doit pas** proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. **A défaut, son offre sera écartée.**

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloté :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS**1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques**

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les

dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics. Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis.**

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

a. Tout pli déposé électroniquement peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES





L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory :

Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory

Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les **attestation de référence** originale ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations dans **le domaine d'accompagnement à la définition de la stratégie et feuille de route digitale ou la définition du modèle opérationnel d'une entité digitale, ou l'accompagnement ou la mise en place des initiatives de grande envergure dans le cadre d'une transformation digitale**, d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur ou égale à 2 000 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2017 et 2023**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est prévu.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- 1. Approche et méthodologie :** Un document détaillant la manière dont le concurrent **compte** atteindre les objectifs des missions objet de cet appel d'offres. Il doit également inclure une description des tâches et des livrables ;
- 2. Planning et Chronogramme :** Détails du planning de réalisation du projet, y compris les prérequis, les résultats attendus et les livrables de chaque phase, ainsi que le chronogramme du projet

Pour la tranche ferme :

Profils exigés du personnel minimum affecté au projet :

- **Un (01) Chef de projet expert en digital :** ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, **certifié en Conduite de Projets en mode Agile**, disposant au moins d'une expérience de **dix (10) ans** en tant que chef de projet dans le domaine SI et transformation digitale **et ayant conduit au moins Cinq (5) Projets**.

- **Un (01) architecte SI** : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, **expert dans la conception de projets SI**, disposant au moins de **Dix (10) ans** d'expérience dans des projets de conception de solutions digitales utilisant les technologies de Micro-services, API et ayant participé en tant qu'architecte SI à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert en organisation et processus** : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins **dix (10) ans** d'expérience dans son domaine, et ayant participé en tant qu'expert en organisation et processus à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert Agile** : ayant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins **dix (10) ans** d'expérience, **certifié SAFe SPC ou Agilist**, disposant d'une expérience significative en rôles clés Agile tels que **Scrum/Agile master et coach agile** et ayant participé en tant qu'expert Agile à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert dans le domaine digital aéroportuaire** : possédant au minimum un diplôme de bac +5, avec **au moins dix (10) ans** d'expérience dans le domaine aéroportuaire, et ayant participé en tant qu'expert dans le domaine digital aéroportuaire à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert en conduite du changement** : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec **au moins dix (10) ans** d'expérience dans la conduite du changement et ayant participé en tant qu'expert en conduite du changement à **au moins cinq (5) projets**.

Pour la tranche conditionnelle :

- **Un (01) Chef de projet expert en digital** : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, certifié en Conduite de Projets en mode Agile, disposant au moins d'une expérience de **dix (10) ans** en tant que chef de projet dans le domaine SI et transformation digitale et ayant conduit **au moins Cinq (5) Projets**.
- **Un (01) Scrum Master** : Ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, certifié Scrum, disposant au moins d'une expérience de **dix (10) ans** et ayant participé en tant que Scrum Master à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) architecte SI** : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, expert dans la conception de projets SI, disposant au moins de **Dix (10) ans** d'expérience dans des projets de conception de solutions digitales utilisant les technologies de Micro-services, API et ayant participé en tant qu'architecte SI à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert Agile** : ayant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins **dix (10) ans** d'expérience, certifié SAFe SPC ou Agilist, disposant d'une expérience significative en rôles clés Agile tels que Scrum/Agile master et coach agile et ayant participé en tant qu'expert Agile à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) expert en Data** : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins **dix (10) ans** d'expérience dans le domaine de la Data, et ayant participé en tant qu'expert en Data à **au moins cinq (5) projets**.
- **Un (01) Designer UX/UI** : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins **cinq (5) ans d'expérience** dans l'expérience utilisateur et ayant participé en tant que Designer UX/UI à **au moins cinq (5) projets**.
- **Au moins Trois (03) développeur full stack** : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, devant maîtriser les langages de programmation back-end (PHP, Java, Ruby,

Python, JavaScript, etc.) et ayant des connaissances des différents frameworks front-end (React, Ember, Angular, Vue, etc.). Ils doivent être familiers avec les méthodes de développement Agile, avoir des connaissances en architecture et infrastructure, choix des outils, technologies, logiciels, systèmes d'exploitation, etc, et ayant au **moins cinq (5) ans** d'expérience dans le développement de solutions avec une participation à des projets en tant que développeurs.

Fournir pour tous les profils ci-dessus :

3. CV nominatifs de tous les intervenants signés par le concurrent en précisant les diplômes, les qualités, les certificats et les anciennetés dans le domaine de l'objet de l'appel d'offres ;
4. Copie des diplômes/Certificats

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

I. ÉVALUATION DE L'OFFRE TECHNIQUE

Seuls les concurrents ayant satisfait les conditions requises aux articles 06 § C et 08 feront l'objet d'une notation sur la base du système détaillé ci-après :

Critères d'évaluation	Notation (NT= 100 points)
Les moyens humains	NTa = Max 55 points
Années d'expérience du Chef de projet expert en digital	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 10 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 8 points - >= 10 ans et < 12 ans : 5 points
Années d'expérience du Scrum Master	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'architecte SI	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'expert en organisation et processus	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'expert Agile	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'expert en Data	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'expert dans le domaine digital aéroportuaire	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points
Années d'expérience de l'expert en conduite du changement	<ul style="list-style-type: none"> - > 15 ans : 5 points - >= 12 ans et <= 15 ans : 3 points - >= 10 ans et < 12 ans : 2 points

Années d'expérience du Designer UX/UI	<ul style="list-style-type: none"> - > 10 ans : 5 points - >= 7 ans et <= 10 ans : 3 points - >= 5 ans et < 7 ans : 2 points
Nombre de développeurs full stack	<ul style="list-style-type: none"> - >= 5 développeurs : 5 points - 4 développeurs : 3 points - 3 développeurs : 2 point
Approche et méthodologie	NTb= Max 30 points
Compréhension des missions à réaliser et approche développée pour la réalisation des prestations ainsi que le planning et chronogramme	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne : 30 points - Bonne : 20 points - Moyen : 10 points - Insuffisante : 0 point
Planning et Chronogramme	NTc= Max 15 points
Le planning de réalisation, les prérequis et les résultats et livrables de chaque phase	<ul style="list-style-type: none"> - Très bons : 15 points - Bons : 10 points - Moyens : 05 points - Insuffisants : 0 point

Note technique globale (NT) = NTa+NTb+NTc

Une note de **zéro (0)** sur un critère est considérée comme éliminatoire.

Une note technique globale (NT) inférieure strictement à 50 points est éliminatoire.

II. EVALUATION DE L'OFFRE FINANCIERE

L'évaluation des offres financières sera effectuée sur la base de la formule suivante :

Offre moins-disante*

$$\text{Note financière (NF)} = \frac{\text{Offre analysée}}{\text{Offre moins-disante*}} \times 100$$

(*) Sur la base **du prix global combinant le prix de la tranche ferme et le prix de la tranche conditionnelle**

III. EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE

$$\text{Note globale} = (\text{NT} \times 0,70) + (\text{NF} \times 0,30)$$

L'offre retenue sera l'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée et sera considérée comme l'offre la plus avantageuse.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **192-23-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory**
 - **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
 - **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;

- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **192-23-AOO** du **jeudi 23 novembre 2023**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory**

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Tranche ferme :

- Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

Tranche conditionnelle :

- Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TF

AO N° : 192-23-AOO

Objet : Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory

N° Prix	Description	UDM	Quantité	PU hors TVA en chiffres (*)	PT hors TVA en chiffres
1	Phase 1 : Cadrage du projet et état des lieux	Forfait	1		
2	Phase 2 : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA	Forfait	1		
3	Phase 3 : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA (A)					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)-TC

AO N° : 192-23-AOO

Objet : Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory

Ligne	Description	UDM	Quantité	PU hors TVA en chiffres (*)	PT hors TVA en chiffres
1	Mise à disposition de Chef de projet expert en digital	J/H	35		
2	Mise à disposition d'Architect SI	J/H	35		
3	Mise à disposition de Scrum Master	J/H	50		
4	Mise à disposition d'Expert Agile	J/H	20		
5	Mise à disposition d'Experts Data	J/H	80		
6	Mise à disposition de Designer UX/UI	J/H	30		
7	Mise à disposition des Développeurs FULL STACK	J/H	150		
TOTAL HORS TVA					
TVA (20%)					
TOTAL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 192-23-AOO

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
ARTICLE 05 : INDEMNITES	4
ARTICLE 06 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 09 : RESILIATION	5
ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 15 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 17 : DROITS ET TAXES	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme	8
ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 02 : CONTEXTE DE LA MISSION	8
ARTICLE 03 : RECEPTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 04 : MODALITES DE PAIEMENT	9
ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 07 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 08 : ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE LA MISSION	10
ARTICLE 09 : CONSISTANCE	12
ARTICLE 10 : LIVRABLES ATTENDUS	13
ARTICLE 11 : DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ	14
ARTICLE 12 : DOCUMENTS À PRÉSENTER PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ	14
ARTICLE 13 : PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS	15
ARTICLE 14 : MOYENS HUMAINS DU TITULAIRE	15
ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION	15
ARTICLE 16 : VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES	16
ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	17
ARTICLE 19 : DEFINITION DES PRIX	17

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES - TRANCHE CONDITIONNELLE _____ 18

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE _____	18
ARTICLE 02 : BREVETS _____	18
ARTICLE 03 : DUREE DU MARCHE _____	18
ARTICLE 04 : PENALITES POUR RETARD _____	18
ARTICLE 05 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE - TRANCHE CONDITIONNELLE _____	18
ARTICLE 06 : RECEPTION DES PRESTATIONS _____	19
ARTICLE 07 : : DÉLAI DE GARANTIE _____	19
ARTICLE 08 : RECEPTION DEFINITIVE _____	19
ARTICLE 09 : MODALITES ET CONDITIONS DE PAIEMENT _____	19
ARTICLE 10 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	20
ARTICLE 11 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS _____	20
ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX _____	23

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouasseur.

D'une part,

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory**

- **Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**
- **Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory**

Tel que décrits dans les Chapitres 2 et 3 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : TYPE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à tranche conditionnelle pour lequel il est prévu une tranche ferme couverte par un crédit budgétaire disponible et que le prestataire est certain de réaliser et une tranche conditionnelle dont l'exécution est subordonnée par la disponibilité du crédit budgétaire et à la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement dans les délais prévus par le présent marché.

ARTICLE 04 : DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

Les prestations de la tranche ferme concernent la **définition du modèle opérationnel de la Digital Factory**.

Les prestations de la tranche conditionnelle concernent **la conception, développement et implémentation de solutions digitales identifiées dans le portefeuille de projets de la Digital Factory**.

ARTICLE 05 : INDEMNITES

5.1 Indemnité de dédit : En cas de renonciation par le maître d'ouvrage à réaliser la tranche conditionnelle, il ne sera pas versé d'indemnité de dédit au prestataire.

5.2 Indemnité d'attente : Lorsque l'ordre de service afférent à la tranche conditionnelle n'a pu être donné dans les délais prescrits dans le présent marché, aucune indemnité d'attente ne sera versée au titulaire. Néanmoins, le titulaire a le droit de demander la résiliation de la tranche conditionnelle au cas où la notification de l'ordre de service de commencement dépassera **trois (3) mois** suivant la date prévue de commencement.

ARTICLE 06 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;

- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le CCAG-EMO.

ARTICLE 07 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 08 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

L'entrepreneur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 136 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le présent marché.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du CCAG-EMO.

ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA ou toute autre personne désignée par lui/elle sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément

à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 17 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au **taux de 10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au **taux de 20%** sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES – Tranche ferme

Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre de la tranche ferme du présent marché est **la Direction des Systèmes d'Information (DSI)**.

ARTICLE 02 : CONTEXTE DE LA MISSION

1) Contexte général

Dans le cadre du plan de transformation Envol 2025, l'ONDA a mis en place un département Digital Factory au sein de la DSI afin de digitaliser le parcours client et les processus métiers.

Avec la création du département Digital Factory, l'ONDA vise à soutenir certains axes stratégiques : tels que l'excellence opérationnelle, l'amélioration de l'expérience passager, la cybersécurité, la protection des sites sensibles, et également à encourager l'innovation et la créativité...

La consistance de la Digital Factory comprend :

- Une entité "thinking" chargée de concevoir, programmer, développer et tester les processus physiques sur un support numérique, afin de les intégrer à la gestion de l'ONDA.
- Une culture favorisant le travail collaboratif, la créativité et l'innovation.
- L'adoption de nouvelles méthodes de travail axées sur l'agilité.
- La réduction des délais de livraison des solutions numériques de manière incrémentielle et impérative.
- L'exploitation d'une expertise interne pour raccourcir les itérations entre développeurs et clients.
- L'optimisation de la connectivité entre les parties prenantes pour répondre aux attentes des clients internes et externes.
- L'appropriation des produits numériques conçus et développés en fonction des besoins spécifiques des processus métiers de l'ONDA.

2) Objectifs de la mission

La mission du titulaire consistera à :

- a. Analyser l'existant et définir un plan pour les objectifs de la Digital Factory en lien avec les axes stratégiques et orientations majeures de l'ONDA
- b. Évaluer les projets ou applications candidats à être menés par la Digital Factory et proposer des recommandations pour leur sélection
- c. Élaborer des recommandations pour le déploiement de la structure organisationnelle, des méthodologies de travail et l'ancrage de la culture Agile au sein de la Digital Factory et l'ensemble de l'ONDA

3) Périmètre de la mission

Le périmètre d'étude de la mission inclut les aspects suivants :

- a. L'ensemble des départements de la DSI c'est-à-dire : Digital Factory, Etudes et Projets, Infrastructure et Exploitation.

- b. Les différentes activités de la Digital Factory, qui seront prises en considération lors de l'organisation et du dimensionnement, comprennent notamment :
- La définition et le suivi de la feuille de route numérique, le pilotage et la gouvernance
 - La valorisation des données à travers les Data Labs (Big Data, IA, BI, Data Science)
 - L'architecture digitale et le socle technologique
 - Partenariats avec l'écosystème Digital (Universités, Acteurs privés, etc.) afin d'instaurer des Techlab, Hackathon, etc.
 - La réalisation de POCs technologiques ou de produits
 - L'APIsation
 - La gestion de l'écosystème et l'acculturation
 - La mise en place des communautés de pratique
 - La gestion des équipes produits autonomes
 - L'industrialisation des produits
 - La veille technologique et méthodologique
 - Les infrastructures Cloud et l'automatisation

Il convient de souligner que, dans le cadre de cet appel d'offre, les soumissionnaires ne sont pas tenus de traiter directement ces points spécifiques dans leurs propositions. Toutefois, une fois sélectionnés et devenus titulaires du marché, ils doivent prendre en compte ces éléments lors de l'élaboration des différentes phases de l'organisation et du dimensionnement de la Digital Factory, afin d'assurer une approche cohérente et adaptée aux besoins de l'ONDA.

ARTICLE 03 : RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception de la présente tranche du marché sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 49 du C.C.A.G.EMO.

Les réceptions partielles sont autorisées.

La réception définitive du marché sera prononcée à la réception provisoire du dernier item réalisé.

ARTICLE 04 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements partiels sont autorisés.

Les paiements se feront en fonction des pourcentages précisés dans le tableau ci-dessous après validation des livrables correspondants.

PHASE(S)	PAIEMENT
1^{er} paiement (phases 1 et 2)	100 % du montant relatif aux 2 premières phases , à la réception provisoire partielle de la phase 2
2^{ème} paiement (phase 3)	100 % du montant relatif à la phase 3 à la réception provisoire partielle de celle-ci.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 05 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité de **cinq pour mille (5‰)** du montant initial de la présente tranche du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

La pénalité est plafonnée à **dix pour cent (10 %)** du montant initial de la présente tranche du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 06 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant initial de la présente tranche du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G EMO.

b) Retenue de garantie : Par dérogation aux dispositions l'article 40 du C.C.A.G.EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 07 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du C.C.A.G. EMO et compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 08 : ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE LA MISSION

1) Phasage :

Cette mission est composée des phases suivantes :

- **Phase 1** : Cadrage du projet et état des lieux
- **Phase 2** : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA
- **Phase 3** : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory

Pour chaque phase, le titulaire mettra à la disposition de l'ONDA, en nombre et compétences, les experts nécessaires au déroulement de la phase en question.

2) Déroulement :

Le prestataire retenu sera responsable du déroulement de la mission en suivant les étapes clés décrites ci-dessous, en mettant l'accent sur la coordination des efforts et les interactions entre les différentes parties prenantes impliquées.

a. Kick off et réunions de cadrage :

Le prestataire devra organiser une réunion de lancement pour exposer les objectifs de la mission, la démarche, les acteurs impliqués et le planning prévisionnel.

Des réunions de cadrage supplémentaires pourront être planifiées pour approfondir certains sujets spécifiques liés à la mission (ex. atelier vision, priorisation, définition de la cible, etc.)

b. Points d'avancement périodiques :

Le prestataire devra organiser des points d'avancement périodiques tout au long de la mission afin de faire le point sur les progrès réalisés, détecter les obstacles éventuels et ajuster le planning si nécessaire. Ces points d'avancement peuvent être hebdomadaires, bimensuels ou mensuels, selon les décisions prises lors de la réunion de lancement.

c. Validation des livrables :

Le prestataire sera responsable de présenter et valider les livrables attendus à la fin de chaque phase auprès des parties prenantes concernées. Il devra s'assurer que ces livrables répondent aux attentes et aux besoins de l'ONDA et qu'ils permettent de progresser dans l'accomplissement de la mission.

d. Ateliers de travail :

Le prestataire devra mettre en place des ateliers de travail en fonction des besoins identifiés au cours de la mission, notamment pour soutenir la mise en place de la Digital Factory, l'adoption de nouvelles méthodologies de travail ou l'ancrage de la culture Agile.

e. Clôture de la mission :

Le prestataire devra organiser une réunion de clôture à la fin de la mission pour présenter les résultats obtenus, les enseignements tirés et les recommandations pour l'avenir. Cette réunion permettra également de dresser un bilan global de la mission et de recueillir les retours d'expérience des différentes parties prenantes.

3) Lancement de la mission :

Le lancement de la mission permettra de mettre en place les bases nécessaires pour assurer son bon déroulement. Il comprendra les étapes suivantes :

a. Définition des objectifs :

Au cours de cette étape initiale, les objectifs spécifiques de la mission seront définis en détail, en s'appuyant sur les axes stratégiques et les orientations majeures de l'ONDA.

b. Planification des activités :

Après avoir défini les objectifs, le prestataire devra élaborer un plan d'actions détaillé, comprenant les différentes phases de la mission, les activités à réaliser, les responsables de chaque tâche, les ressources nécessaires et le calendrier prévisionnel. Ce plan servira de référence tout au long de la mission et pourra être ajusté si besoin en fonction des avancées et des obstacles rencontrés.

c. Mise en place des outils de communication et de suivi :

Le prestataire devra mettre en place des outils de communication et de suivi adaptés pour faciliter les échanges entre les parties prenantes et assurer un suivi régulier de l'avancement du projet. Ces outils pourront inclure des plateformes de collaboration en ligne, des tableaux de bord de suivi, des flash reports et des canaux de communication dédiés.

Une fois ces étapes réalisées, la mission pourra débuter et se dérouler conformément au plan d'actions établi.

4) Traitement de l'information :

Le titulaire aura comme tâche de :

a. Collecter les informations :

Il devra employer des méthodes de collecte d'information adaptées pour rassembler les données nécessaires à la réalisation de la mission, telles que des entretiens avec les parties prenantes, des ateliers participatifs, des questionnaires, l'examen de la documentation existante ou encore l'analyse des systèmes et processus en place.

b. Analyser les informations :

Il devra analyser de manière approfondie les informations collectées pour identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces liées à l'organisation de la Digital Factory, afin de déterminer les objectifs stratégiques, les priorités et les besoins en matière de ressources et de compétences.

c. Synthétiser et présenter les résultats :

Il devra synthétiser les résultats de l'analyse et les présenter de manière claire et compréhensible aux parties prenantes concernées, en utilisant des rapports, des tableaux de bord, des présentations orales ou d'autres formats adaptés aux besoins de l'ONDA.

d. Utiliser les informations pour préparer les éléments de décisions :

Il devra s'appuyer sur les informations analysées et présentées pour préparer les éléments de décision tout au long de la mission, en définissant les orientations stratégiques, les objectifs et les priorités de la Digital Factory, ainsi que pour ajuster le dimensionnement de la DSI et ancrer la culture Agile.

e. Mettre à jour et partager les informations :

Il devra régulièrement mettre à jour et partager les informations collectées et analysées avec les parties prenantes tout au long de la mission, afin d'assurer une communication transparente et de faciliter la coordination des efforts entre les différents acteurs impliqués dans la mission.

ARTICLE 09 : CONSISTANCE

Phase 1 : Cadrage du projet et état des lieux

Cette phase a pour objectifs de :

- Identifier et mobiliser les parties prenantes de l'ONDA impliquées ;
- Confirmer les objectifs assignés ainsi que les résultats attendus de la mission
- Valider la démarche et la planification du projet
- Définir et mettre en place les outils de gestion du projet (organisation, CR des comités, suivi du planning, reporting projet, etc.)
- Revoir le portefeuille de projets digitaux

Lors de ce cette phase, le prestataire sera amené à :

- Prendre connaissance de la feuille de route digitale existante
- Prendre connaissance du contexte de l'ONDA : Orientations et visions stratégiques, contraintes, etc. ;
- Prendre connaissance des types de produits et chantiers du Digital gérés actuellement par l'ONDA ;
- Prendre connaissance de la méthodologie et des moyens/processus actuellement utilisés pour la conduite et gestion des projets ;
- Prendre connaissance de l'organisation en place et de la structure des différentes entités de l'ONDA ;
- Réévaluer le portefeuille de projets digitaux pour l'enrichir d'initiatives innovantes

Phase 2 : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA

Cette phase consiste à définir le modèle opérationnel de la Digital Factory, au regard de la finalité recherchée par cette structure et en tenant compte de l'environnement économique, organisationnel ainsi que des ressources humaines et technologiques de l'ONDA.

Le titulaire devra décrire le fonctionnement de la Digital Factory dans un dossier dit « manuel des opérations de la Digital Factory » tenant compte des composantes suivantes :

- La finalité de la Digital Factory ;
- Le périmètre et les missions de la Digital Factory ;
- Le modèle organisationnel de la Digital Factory ;
- L'organisation interne de la Digital Factory et les pré requis en termes de ressources humaines, budget et besoins techniques ;
- Les processus de fonctionnement et de pilotage de la Digital Factory ;
- Les ressources IT nécessaires au fonctionnement de la Digital Factory ;
- Le plan de dimensionnement et les principales fiches de postes ;
- Le mode et méthodologie de travail ;
- Le mode et méthodologie d'échange et d'interaction avec les autres entités ;
- Les principaux processus de recrutement, intégration et gestion de la performance ;
- L'externalisation des prestations/ressources

Phase 3 : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory

Lors de la phase 3 le titulaire devra, sur la base d'une analyse de l'écart entre la cible et l'existant, identifier les actions à conduire et dresser un plan d'actions et de recommandations pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory.

Ce plan d'actions couvrira les dimensions suivantes :

- La mise en place des prérequis (gouvernance, ressources, budgets, moyens techniques, locaux, ...) ;
- Le fonctionnement de la Digital Factory : Méthodologie de travail, volet IT, volet administratif, conduite de changement, formations, ...
- Le plan de renforcement des capacités des équipes internes en place et de recrutement ;
- Le plan de montée en charge et la prise en main progressive des projets de la feuille de route y compris les projets déjà enclenchés.

Le plan d'action devra prendre en compte également les éventuelles recommandations à prévoir pour l'évolution du règlement des achats.

Il est à préciser que les actions proposées doivent être réalistes, réalisables, argumentées et présentées d'une manière claire et précise. Les préalables et contraintes relatives à chaque action doivent être clairement identifiées.

ARTICLE 10 : LIVRABLES ATTENDUS

La liste des livrables à fournir par le titulaire est la suivante :

Phase 1 : Cadrage du projet et état des lieux

- **Note de cadrage** décrivant en détail le périmètre, les objectifs, les bénéfices, la méthodologie proposée, le planning du projet, les rôles et responsabilités de chaque intervenant, les risques, ainsi que les modalités d'animation, de suivi et de pilotage du projet ;
- **Rapport d'état des lieux**
- **Portefeuille de projets digitaux**

Phase 2 : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA

Manuel des opérations de la Digital Factory décrivant toutes les dimensions du modèle opérationnel de la Digital Factory (Gouvernance, Organisation, Processus, Interactions avec les autres fonctions et entités de l'organisation, outils IT, Compétences et Ressources Humaines, etc.)

Un focus particulier sera mis sur les aspects suivants :

- La gestion en mode Projet (Agilité, Devops, ...), la constitution des équipes projet, la désignation des product owners, etc. ;
- La dimension RH (Recrutements à opérer, Mise à disposition de personnel issus d'entités métiers, Compétences etc.) ;
- Le reporting et le suivi, les outils, les technologies/infrastructures nécessaires ;
- La gestion et le suivi budgétaire.

Phase 3 : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory

- **Plan d'action** pour le démarrage et le fonctionnement de la Digital Factory précisant les préalables et contraintes relatives à chaque action avec planning détaillé ainsi que le détail des rôles et responsabilités ;
- **Plan de conduite du changement** : Étapes, Cibles, actions, moyens, calendrier.

Chaque phase se conclura par un comité de pilotage appuyé par une note de synthèse permettant le partage et l'adoption des conclusions des travaux conduits au cours de ladite phase.

ARTICLE 11 : DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire du marché disposera des documents suivants mis à sa disposition par le maître d'ouvrage :

- Cartographie SI
- Feuille de route DSI
- Organigramme
- Études et rapports existants
- Effectifs de la DSI
- Etc.

Les documents lui seront remis à sa demande lors de la première réunion d'information.

ARTICLE 12 : DOCUMENTS À PRÉSENTER PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Les rapports, documents, comptes rendus des réunions et outils produits par le titulaire, dans le cadre de cette mission, doivent être rédigés en langue française et fournis en version provisoire pour examen, et remis en version finale avec intégration des remarques et des suggestions éventuelles formulées.

Les rapports et documents finaux devront comprendre toutes les annexes détaillées.

Toute réunion devra faire l'objet d'un compte rendu et d'une fiche de présence.

Les livrables doivent faire l'objet d'une ou plusieurs séances de présentation devant les services concernés de l'ONDA, qui lui feront part de leurs avis et observations.

ARTICLE 13 : PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

Les documents et livrables établis par le prestataire deviennent propriété exclusive de l'ONDA qui pourra seul les utiliser sans aucune redevance ni restriction.

ARTICLE 14 : MOYENS HUMAINS DU TITULAIRE

Le titulaire doit mobiliser une équipe pluridisciplinaire qui devrait réunir (au minimum) les profils suivants :

- Un (01) Chef de projet expert en digital : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, certifié en Conduite de Projets en mode Agile, disposant au moins d'une expérience de dix (10) ans en tant que chef de projet dans le domaine SI et transformation digitale et ayant conduit au moins Cinq (5) Projets.
- Un (01) architecte SI : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, expert dans la conception de projets SI, disposant au moins de Dix (10) ans d'expérience dans des projets de conception de solutions digitales utilisant les technologies de Micro-services, API et ayant participé en tant qu'architecte SI à au moins cinq (5) projets.
- Un (01) expert en organisation et processus : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience dans son domaine, et ayant participé en tant qu'expert en organisation et processus à au moins cinq (5) projets.
- Un (01) expert Agile : ayant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience, certifié SAFe SPC ou Agilist, disposant d'une expérience significative en rôles clés Agile tels que Scrum/Agile master et coach agile et ayant participé en tant qu'expert Agile à au moins cinq (5) projets.
- Un (01) expert dans le domaine digital aéroportuaire : possédant au minimum un diplôme de bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine aéroportuaire, et ayant participé en tant qu'expert dans le domaine digital aéroportuaire à au moins cinq (5) projets.
- Un (01) expert en conduite du changement : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience dans la conduite du changement et ayant participé en tant qu'expert en conduite du changement à au moins cinq (5) projets.

L'ONDA se réserve le droit de demander, si jugé nécessaire, le changement du responsable de la mission ou de tout expert ou membre de l'équipe affecté à cette mission dont la qualité de travail est jugée insatisfaisante en cours d'exécution de leur mission.

Le titulaire doit procéder au remplacement, dans les plus brefs délais, par un professionnel de qualification répondant aux exigences de l'ONDA en fournissant toutes les pièces requises permettant son évaluation.

Le titulaire ne peut procéder à aucun changement de l'équipe qu'après approbation écrite de l'ONDA. Le titulaire doit adresser une demande à l'ONDA justifiant le changement et accompagnée de toutes les pièces requises permettant l'évaluation.

ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de la présente tranche du marché est de **six (6) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet de la présente tranche.

L'exécution des prestations des différentes phases peut être effectuée **simultanément ou successivement**. Ne sont pas intégrés dans le délai de la tranche les délais de validations des livrables par l'ONDA. Chaque phase sera ordonnée par un ordre de service de commencement des prestations y afférentes.

Les durées d'intervention de chacune des phases de la tranche ferme du marché sont comme suit :

Phases	Délais
Phase 1 : Cadrage du projet et état des lieux	7 semaines à compter de la date de l'ordre du Service partiel
Phase 2 : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA	10 semaines à compter de la date de l'ordre du Service partiel
Phase 3 : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory	7 semaines à compter de la date de l'ordre du Service partiel

Présente tranche du marché En cas de retard d'exécution imputable au titulaire, des pénalités seront appliquées conformément aux conditions de la présente tranche. Le titulaire doit informer l'ONDA de tout événement susceptible d'affecter le respect des délais d'exécution et proposer des solutions pour minimiser l'impact sur la mission.

ARTICLE 16 : VALIDATION ET RECEPTION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase, l'ONDA procédera à la validation des livrables conformément aux dispositions définies par l'article 47 du C.C.A.G.EMO. Trois situations peuvent se présenter:

- Acceptation du livrable/rapport sans réserve ;
- Demande de modifications/améliorations. Le prestataire doit remettre le livrable/rapport dans un délai de **dix (10) jours** maximums à compter de la date de la communication des observations. Ce délai est compris dans le délai contractuel de la phase.
- Refus motivé du livrable/rapport pour insuffisances dûment justifiées. Dans ce cas, le prestataire est tenu de soumettre dans un délai de **quinze (15 jours)** un nouveau rapport. Ce délai est compris dans le délai contractuel de la phase.

Le prestataire doit remettre les livrables dans le délai fixé pour chaque phase.

Les délais que se réserve l'ONDA pour approuver les livrable/rapports, ne sont pas compris dans le délai d'exécution des prestations objet du présent marché. Néanmoins ce délai ne doit pas dépasser **20 Jours ouvrables** par phase.

Pour respecter les délais mentionnés ci-dessus, les échanges des livrables entre le maître d'ouvrage et le titulaire doivent être tracées.

ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE

Documents et information concernant le présent marché

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

Le prestataire devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais encore sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des prestations.

Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 19 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

Prix n°1 : Phase 1 : Cadrage du projet et état des lieux

Ce prix rémunère la réalisation de la phase 1 « Cadrage du projet et état des lieux » tel que défini dans l'article « Consistance » des clauses techniques de la présente tranche du marché.

Payé au forfait au prix n°1 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n°2 : Phase 2 : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA

Ce prix rémunère la réalisation de la phase 2 « Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory adapté à l'ONDA » tel que défini dans l'article « Consistance » des clauses techniques de la présente tranche du marché.

Payé au forfait au prix n°2 du bordereau des prix-détail estimatif

Prix n° 3 : Phase 3 : Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory

Ce prix rémunère la phase 3 « Établissement d'un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre et le lancement de la Digital Factory » tel que défini dans l'article « Consistance » des clauses techniques de la présente tranche du marché.

Payé au forfait au prix n°3 du bordereau des prix-détail estimatif

CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES - TRANCHE CONDITIONNELLE

Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory

ARTICLE 01 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre de la tranche conditionnelle du présent marché est la **Direction des Systèmes d'Information**.

ARTICLE 02 : BREVETS

Le titulaire garantira le maître d'ouvrage contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 03 : DUREE DU MARCHÉ

La présente la tranche conditionnelle du marché est valable pour une durée de **dix-huit (18) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations de cette tranche **(après la réception définitive de la tranche ferme du marché)**.

ARTICLE 04 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir livré les prestations dans les délais contractuels, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité par jour calendaire de retard, par rapport aux délais prescrits au niveau de la commande d'**un pour mille (1‰)**. Du montant initial de la tranche conditionnelle du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

La pénalité est plafonnée à **dix pour cent (10 %)** du montant initial de la tranche conditionnelle du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 05 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE - TRANCHE CONDITIONNELLE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial de la présente tranche du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-EMO.

b) Retenue de garantie : Par dérogation aux dispositions l'article 40 du C.C.A.G.EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 06 : RECEPTION DES PRESTATIONS

A la réception de chaque commande de prestation, le maître d'ouvrage procède à la réception partielle des prestations après approbation des livrables conformément à ladite commande et en établit le procès-verbal de la réception partielle.

A l'achèvement de la dernière commande, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de services de la conformité des prestations de services aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire de la présente tranche du marché.

S'il constate que les prestations de services présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications de la commande, le prestataire de services procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art.

A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 07 : : DÉLAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du C.C.A.G. EMO et compte tenu de la nature des prestations, aucun délai de garantie n'est prévu.

ARTICLE 08 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception du marché sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 49 du C.C.A.G.EMO.

Les réceptions partielles sont autorisées.

La réception définitive de la présente tranche du marché sera prononcée à la réception provisoire de la dernière prestation réalisée.

ARTICLE 09 : MODALITES ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement des prestations objet du marché sera effectué sur présentation de la facture par application des prix du bordereau des prix-détail estimatif de la présente tranche selon la réception en question, accompagnée du procès-verbal de réception correspondant ainsi qu'une copie de la commande de prestation.

Seules sont payées les prestations réellement exécutées et commandées conformément au cahier des prescriptions spéciales et au bordereau des prix sans minimum garanti.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire mentionné sur son acte d'engagement.

Les paiements seront calculés en tenant compte éventuellement des pénalités ou de toutes sommes à la charge du titulaire.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 10 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

La présente tranche conditionnelle concerne **des prestations de service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 11 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1) Objet :

La présente tranche conditionnelle du marché a pour objectif de solliciter les compétences d'un prestataire pour la conception, le développement, l'intégration et le déploiement de nouvelles composantes logicielle et produits digitaux.

Ces produits seront élaborés pour répondre à des cas d'usage spécifiques qui seront identifiés, validés et priorisés dans le portefeuille produit de la Digital Factory dans le cadre de la tranche ferme de ce marché.

2) Description technique des prestations

Dans le cadre de cette tranche du marché, les prestations suivantes peuvent éventuellement être demandées :

Recueil de besoins et description détaillée des travaux : Le prestataire sera chargé de collecter et d'analyser les besoins des différentes parties prenantes afin de bien comprendre les objectifs et les attentes liés aux nouveaux produits digitaux.

Le prestataire devra également préparer une description détaillée de toutes les tâches à accomplir, en précisant les objectifs, les délais, les ressources nécessaires et les étapes de réalisation.

Concevoir une architecture applicative : Le prestataire sera tenu de concevoir une architecture logicielle robuste et scalable qui pourra supporter l'ensemble des fonctionnalités prévues pour les nouveaux produits digitaux.

Développer des API autour du système central de gestion aéroportuaire : Le prestataire devra développer et intégrer des API pour interagir avec le système central de gestion aéroportuaire, notamment l'AODB (Airport Operational Database) et la plateforme d'intégration ESB.

Analyser et exploiter des données : Le prestataire sera chargé de l'analyse et de l'exploitation des données issues de différents systèmes. Cette étape sera essentielle pour la valorisation des données et pour faciliter le développement des produits digitaux envisagés.

Développer des portails et des applications web et mobile : Conception et développement de portails web et d'applications web et mobiles, qui permettront aux utilisateurs d'interagir avec les nouveaux produits digitaux.

Intégration et déploiement : Mise en place des produits digitaux sur l'infrastructure existante, garantissant leur bon fonctionnement et leur interopérabilité avec les autres systèmes.

Maintenance et mise à jour : Assurer le suivi des produits déployés, leur mise à jour en fonction des évolutions technologiques et des retours des utilisateurs.

Il est à noter que cette liste de prestations n'est pas exhaustive et que d'autres tâches pourraient éventuellement être demandées, selon les besoins identifiés lors de la tranche ferme de ce marché.

3) Modalités de réalisation des demandes des prestations

La réalisation se fera à la demande du Maître d'ouvrage et formalisée par une demande de prestations déclenchée par (Mail, lettre de commande, lettre de service ou Fax).

Pour chaque demande de prestation l'ONDA communiquera un descriptif sommaire décrivant la nature du besoin et les résultats attendus.

A compter de la réception de la demande, une réunion sera tenue, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, entre l'équipe ONDA et l'équipe du prestataire en la présence du chef de projet expert en digital pour :

- ☐ Se prononcer sur la faisabilité de la demande ;
- ☐ Arrêter le nombre de journées/hommes nécessaires à la réalisation de la prestation par profil;
- ☐ Arrêter le délai ;
- ☐ Arrêter les livrables objets de la prestation.

Suite à cette réunion, le prestataire fournit un livrable qui détaille la prestation et sa prise en charge, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, qui détaille ce qui suit :

- ☐ Le descriptif du besoin ;
- ☐ Le chiffrage détaillé en jours/hommes par profil ;
- ☐ Le délai et Le planning de réalisation le cas échéant ;
- ☐ Les livrables et modalités de recette si applicable

Ce rapport sera remis pour approbation aux personnes habilitées de l'ONDA.

Sur la base du rapport validé, l'ONDA notifiera le prestataire pour effectuer la prestation y afférente, et ce via une lettre de commande ou une lettre de service ou tout autre moyen de notification.

Dès la notification du mail/Téléphone/ lettre/fax ou de la lettre de commande ou la lettre de service au prestataire, ce dernier peut entamer la réalisation des prestations.

Le chiffrage commandé est un chiffrage forfaitaire ne donnant lieu à aucune révision.

4) Délais d'exécution des prestations

L'exécution des prestations objet de cette tranche du marché pourrait être simultanée, plusieurs prestations peuvent être réalisées en parallèle.

Le délai de réalisation commence à courir à la réception de la lettre de commande de prestation signée par les deux parties.

L'ONDA procédera à la réception des prestations sur la base de ces prescriptions.

5) Appréciation des livrables

- o La liste des livrables est détaillée au niveau du descriptif des prestations demandées.
- o Les livrables documentaires élaborés par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations de la présente tranche du marché doivent être remis par voie électronique aux formats WORD, POWER POINT et PDF.

- Le Titulaire est tenu de fournir les livrables en version définitive après passage en préproduction de chaque commande et ce en respectant la liste des livrables exhaustive détaillée au niveau de la demande de prestation. Cette étape est régie par un PV de livraison signée mutuellement.
- Le Maître d'ouvrage procède à l'appréciation des livrables produits par le Titulaire.
- Si le Maître d'ouvrage invite le Titulaire à procéder à des corrections ou des améliorations, le Titulaire est tenu de soumettre au Maître d'ouvrage, dans un délai de ne dépassant pas les 5 Jours calendaires, un nouveau livrable dans sa forme définitive.
- En cas de non-validation d'un livrable, le Titulaire est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage un nouveau rapport et la procédure décrite ci-dessus est réitérée.
- Dans tous les cas, les frais de reprise du livrable sont entièrement à la charge du Titulaire.
- En cas d'acceptation du livrable, le Maître d'ouvrage prononce son approbation.
- La validation du livrable « Code source » sera entamée une fois ce dernier est livré et déployé en production.

6) Constitution de l'équipe du projet

Le prestataire doit présenter une équipe qui couvre toutes les compétences nécessaires pour la réalisation des prestations objet de cette tranche conditionnelle du présent marché.

Le Titulaire fournira des équipes pluridisciplinaires dont la qualification et l'expérience répondent, à minima, aux critères suivants :

- **Un (01) Chef de projet expert en digital : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, certifié en Conduite de Projets en mode Agile, disposant au moins d'une expérience de dix (10) ans en tant que chef de projet dans le domaine SI et transformation digitale et ayant conduit au moins Cinq (5) Projets.**
- **Un (01) Scrum Master : Ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, certifié Scrum, disposant au moins d'une expérience de dix (10) ans et ayant participé en tant que Scrum Master à au moins cinq (5) projets.**
- **Un (01) architecte SI : ayant au minimum un diplôme de Bac +5 en informatique, expert dans la conception de projets SI, disposant au moins de Dix (10) ans d'expérience dans des projets de conception de solutions digitales utilisant les technologies de Micro-services, API et ayant participé en tant qu'architecte SI à au moins cinq (5) projets.**
- **Un (01) expert Agile : ayant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience, certifié SAFe SPC ou Agilist, disposant d'une expérience significative en rôles clés Agile tels que Scrum/Agile master et coach agile et ayant participé en tant qu'expert Agile à au moins cinq (5) projets.**

- **Un (01) expert en Data : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine de la Data, et ayant participé en tant qu'expert en Data à au moins cinq (5) projets.**
- **Un (01) Designer UX/UI : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, avec au moins cinq (5) ans d'expérience dans l'expérience utilisateur et ayant participé en tant que Designer UX/UI à au moins cinq (5) projets.**
- **Au moins Trois (03) développeur full stack : possédant au minimum un diplôme de Bac +5, devant maîtriser les langages de programmation back-end (PHP, Java, Ruby, Python, JavaScript, etc.) et ayant des connaissances des différents frameworks front-end (React, Ember, Angular, Vue, etc.). Ils doivent être familiers avec les méthodes de développement Agile, avoir des connaissances en architecture et infrastructure, choix des outils, technologies, logiciels, systèmes d'exploitation, etc, et ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans le développement de solutions avec une participation à des projets en tant que développeurs.**

ARTICLE 12 : DEFINITION DES PRIX

Les prix de la présente tranche sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

Appel d'offres ouvert N° 192-23-AOO

Étude et accompagnement à la mise en place de la Digital Factory

- Tranche ferme : Définition du modèle opérationnel de la Digital Factory
- Tranche conditionnelle : Conception, développement et implémentation de solutions digitales spécifiques identifiées dans le portefeuille de Projets de la Digital Factory

<p>Direction concernée</p> <p>Mr. Rachid CHAFNI Chef de Département Digital Factory</p> <p>M. EL KARIMI Abdelhalim Directeur des Systèmes d'information</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p>Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p>Abdellah BOUKHLOUF</p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p>31 OCT 2023</p> <p>La Directrice Générale</p> <p>Habiba LAKLALECH</p> <p>Direction Générale</p> <p>المكتب الوطني للمطارات</p> <p>OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS</p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	